



SESSION 2006

ÉCONOMIE

Durée de l'épreuve : 3 heures - Coefficient : 1

*Aucun document ni aucun matériel ne sont autorisés.
En conséquence, tout usage d'une calculatrice est **INTERDIT** et constituerait une fraude.*

I- COMMENTAIRE DE TEXTE

Vous disposez du texte joint en annexe :

« La consommation des ménages français en chute libre »

A l'aide du texte présenté en annexe et de vos connaissances personnelles, vous traiterez le sujet suivant : est-il possible et souhaitable de stimuler la consommation des ménages ?

II- QUESTIONS

1. **La globalisation financière : définition et principaux effets sur l'économie.**
2. **Le financement de la création d'entreprise (aides possibles, partenaires).**

Barème :

- | | |
|------------------------------|------------------|
| I- Commentaire : | 12 points |
| II- Questions : | 8 points |
| • Première question : | 4 points |
| • Deuxième question : | 4 points |

ANNEXE

La consommation des ménages français en chute libre

Les ménages français, confrontés à la crainte du chômage, à un faible pouvoir d'achat et à la flambée du pétrole, ont brusquement mis un frein à leurs dépenses au deuxième trimestre, retirant l'un des soutiens clés à la croissance de l'économie. Après avoir progressé de 1,2 % au quatrième trimestre 2004 puis de 0,8 % de janvier à mars 2005, les dépenses de consommation des ménages ont subi un très net coup d'arrêt au printemps, a annoncé, vendredi 19 août, l'Insee.

Elles ont reculé de 0,3 % au cours du deuxième trimestre, la plus forte baisse jamais observée depuis le quatrième trimestre 1996. Avec un impact immédiat sur la croissance du produit intérieur brut, amputée de 0,2 point à seulement 0,1 %.

Cette chute jamais vue depuis près de dix ans n'a pas surpris les économistes, qui s'étonnaient de voir les ménages continuer à consommer vaillamment que vaillamment dans un contexte marqué par un faible pouvoir d'achat et un manque de confiance dans l'avenir. *"C'était largement prévisible"*, commente Jan-Eric Fillieule, économiste du CCF.

Les ménages *"ont puisé jusqu'à maintenant dans leur épargne pour essayer de soutenir leur consommation. Mais aujourd'hui, face à la montée des incertitudes, notamment sur l'emploi, ils sont plus réticents à piocher dans leur épargne pour consommer"*, estime-t-il.

La baisse du taux d'épargne, encouragée en 2004 par des mesures ponctuelles lancées par le ministre des finances d'alors Nicolas Sarkozy – notamment le déblocage de l'épargne salariale – a atteint ses limites, alors que le pouvoir d'achat des ménages continue de stagner. *"Cela ne pouvait pas continuer car les Français ont tendance à épargner beaucoup"*, souligne Pascale Hebel, spécialiste de la consommation au Credoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie).

Cette experte rappelle également le ralentissement du pouvoir d'achat intervenu depuis plus de deux ans. En hausse de 3,6 % en 2002, celui-ci n'a progressé que de 0,4 % en 2003, puis de 1,4 % en 2004, selon l'Insee. Pour 2005, le Credoc prévoit une hausse à peine supérieure, de 1,5 %.

L'envolée des cours du pétrole, immédiatement ressentie par les automobilistes à la pompe à essence, n'a rien arrangé. Au deuxième trimestre *"le moral des consommateurs s'est fortement détérioré dans le sillage de prix du pétrole élevés, d'incertitudes politiques et de malaise social"*, relève Laure Maillard, économiste de Ixis CIB.

Résultat, malgré le recul significatif du chômage enregistré en juin, le moral des ménages n'a jamais été aussi bas. L'indice a stagné à -30 au mois de juillet, son plus faible niveau depuis le lancement par l'Insee de sa nouvelle enquête à l'automne 2003.

A une semaine de la rentrée scolaire, les dépenses dans la grande distribution paraissent ainsi *"moroses"*, a souligné à l'AFP Michel-Edouard Leclerc, président des Centres Leclerc, qui relève que les consommateurs privilégient de plus en plus les produits les moins chers au détriment des grandes marques. Et la situation ne devrait pas s'améliorer dans l'immédiat, craignent les économistes.

Les entreprises, qui ont fortement réduit leurs investissements au deuxième trimestre, ne paraissent guère disposées à embaucher, notamment dans le secteur industriel touché de plein fouet par la hausse des prix de l'énergie, souligne Laure Maillard. Avec les deux principaux moteurs de la croissance économique – consommation et investissement – en panne, *"il est à craindre que le chômage restera élevé, le pouvoir d'achat faible et la consommation de moins en moins soutenue"*, juge Marc Touati, économiste chez Natexis Banques Populaires.

Le Monde.fr - Article publié le 19.08.05

DPECF 2006		
Économie	Durée : 3 heures	Page : 2/2